

RAPPORT ANNUEL

Conseil des services policiers du Yukon

Du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Il est des années qui marquent des étapes importantes et nous permettent de mener une réflexion sur notre croissance et notre développement, pour nous amener à choisir la direction à suivre. Et cette année, le Conseil des services policiers du Yukon souligne son cinquième anniversaire d'existence – un jalon qui nous donne l'occasion de retourner en 2012, là où tout a commencé.

Le rapport *Terrain d'entente – Évaluation des services de police du Yukon* a été publié en 2011. Ce rapport était novateur quant à sa portée et à son exhaustivité, et l'une de ses premières recommandations était la création d'un conseil formé de membres civils. Ce conseil a eu pour mandat de nouer un dialogue avec les citoyens, les Premières nations et les différents acteurs pour connaître leurs besoins et leurs points de vue concernant leurs priorités policières. Les informations ainsi obtenues seraient ensuite rassemblées pour formuler des recommandations de priorités à l'intention du ministre de la Justice; ces recommandations serviraient de fondement aux priorités policières que le ministre communiquerait au commandant de la Division « M », soit la division de la GRC au Yukon.

Le Conseil des services policiers du Yukon a été constitué en 2012. Peu après, il a commencé à s'acquitter du mandat qui est exposé dans le rapport *Terrain d'entente*. Depuis sa création, le Conseil s'est réuni à Dawson, à Watson Lake, à Haines Junction, à Teslin, à Carcross et à Whitehorse pour rencontrer divers fournisseurs de services, mais aussi des Premières nations, la GRC, des acteurs concernés, des maires et des conseils.

Les membres du Conseil des services policiers du Yukon sont conscients du caractère unique de leur rôle; aussi le Conseil permet-il à tous les Yukonnais de s'exprimer sur les priorités en matière de services policiers. Les membres du Conseil sont également conscients du fait que la confiance et le respect doivent être rétablis de part et d'autre pour qu'une telle chose puisse se réaliser. Ainsi, lorsqu'il a l'occasion de prendre part à des rencontres avec des Premières nations et des intervenants partenaires, le Conseil s'y présente rempli d'humilité, en étant honoré et en faisant preuve d'ouverture aux nouveaux points de vue et aux nouvelles idées.

Au cours de la prochaine année, le Conseil des services policiers du Yukon a l'intention de mettre l'accent sur la mobilisation des collectivités et de la population. Le Conseil encourage et accueille favorablement la participation à tout moment de l'année et il souhaite obtenir des points de vue sur les besoins en matière de services policiers. Le Conseil est disposé à rencontrer toutes les personnes qui souhaitent lui faire part de leurs réflexions.

Permettez-moi de conclure sur une note personnelle. Je tiens à remercier Doris McLean, Patricia Daws et Michael Riseborough pour leur engagement et leur dévouement à l'égard du Conseil. Nous disons adieu à trois des membres fondateurs avec un sentiment de gratitude pour leur engagement et le temps qu'ils ont consacré à jeter des bases solides et respectées de tous pour le Conseil.

Lesley McCullough, présidente

LE CONSEIL DES SERVICES POLICIERS DU YUKON

Le Conseil des services policiers du Yukon est un organisme formé de citoyens, créé en réponse à des appels, prônant une participation citoyenne accrue dans les services de police territoriaux, lancés lors de l'examen des services de police yukonnais, qui a abouti à l'élaboration du rapport *Terrain d'entente – Évaluation des services de police du Yukon*. L'une des principales recommandations de ce rapport était que le ministre de la Justice forme un conseil composé de citoyens, un conseil à l'image de la population yukonnaise, qui informerait le ministre des priorités en matière de services de police pour le Yukon.

Le Conseil a pour mandat de :

- recueillir des informations d'un vaste éventail de citoyens et de fournisseurs de services du Yukon et renseigner les intéressés sur les services policiers;
- servir de courroie de transmission à leurs opinions et expériences afin que celles-ci soient comprises dans les processus de planification;
- prodiguer des conseils pour aider à façonner les objectifs, les priorités et les buts des services de police territoriaux établis par le ministre de la Justice;
- favoriser un dialogue permanent et la circulation des informations sur les services policiers au Yukon.

Pour remplir son mandat, le Conseil continue à viser quatre grands buts.

1. Prendre contact et communiquer avec la GRC, les Premières nations, les différents intéressés et le public.
2. Surveiller la mise en œuvre des initiatives découlant du rapport *Terrain d'entente* et y participer.
3. Formuler des recommandations au ministre de la Justice sur les priorités policières.
4. Mettre au point les processus, les politiques et la formation que doit suivre le Conseil des services policiers du Yukon.

LES MEMBRES DU CONSEIL DES SERVICES POLICIERS DU YUKON EN 2015-2016*

- Lisa Anderson
- Patricia Daws
- Elodie Dulac
- Doris McLean
- Michael Riseborough
- Rob Schneider
- Tom Ulyett, président (avril à décembre 2016)
- Lesley McCullough, présidente (depuis décembre 2016)

*Des notices biographiques complètes des membres figurent sur le site Web. Trois nouveaux membres ont été nommés au Conseil en avril 2017 et seules les notices biographiques des membres actuels sont en ligne.

RÉUNIONS ET ACTIVITÉS PRINCIPALES EN 2016-2017

CARCROSS, JUIN 2016

Le Conseil a eu l'occasion de se rendre à Carcross pour discuter des besoins uniques de cette collectivité en matière de services policiers. Il a rencontré le conseil exécutif de la Première nation de Carcross/Tagish, sans toutefois avoir pu rencontrer le chef.

Carcross se distingue de plusieurs des autres collectivités au Yukon de par des caractéristiques particulières, notamment la courte distance qui la sépare de Whitehorse et le fait qu'il s'agit de la première collectivité de ce côté-ci d'une frontière internationale.

Parmi les enjeux touchant Carcross qui ont été mentionnés le plus fréquemment figuraient la sécurité routière, l'accès aux services, l'ancienneté des agents de la GRC qui travaillent auprès de la population, la toxicomanie, les dépendances ainsi que la consommation d'alcool et de drogues chez les enfants et les adolescents.

Le Conseil a également rencontré des représentants de la Section des soins infirmiers communautaires, des Services aux victimes et de l'Association of Yukon Communities pour savoir quelle est, à leur avis, la situation à Carcross.

Outre les motifs de préoccupation soulevés concernant les aspects géographiques, l'industrie du tourisme joue également un rôle par rapport à la sécurité et au maintien de l'ordre à Carcross. En raison de l'aménagement de sentiers cyclables en montagne et du tourisme généré par les navires de croisière en provenance de Skagway, Carcross doit composer avec une augmentation de la circulation et un plus grand nombre de visiteurs dans les limites du village.



Membres du Conseil : Michael Riseborough, Lisa Anderson, Doris McLean, Elodie Dulac, Pat Daws et Tom Ullyett

Tout cela a pour effet d'augmenter les demandes auprès des fournisseurs de services et, en fin de compte, de la GRC, qui ont la responsabilité d'assurer la sécurité non seulement des habitants, mais aussi des visiteurs.

Lorsque le Conseil a rencontré l'équipe de la GRC à Carcross, les agents ont, eux aussi, fait part des défis bien particuliers liés au maintien de l'ordre dans le village. Assurer un équilibre entre une présence sur le terrain et les tâches administratives, remplacer des ressources manquantes et travailler avec l'Agence des services frontaliers du Canada et la GRC en Colombie-Britannique sont des exemples de réalités qui font que le maintien de l'ordre à Carcross est différent de ce qui se fait ailleurs en milieu rural.

Le Conseil a tenu compte des besoins de Carcross dans plusieurs recommandations de priorités, notamment en ce qui concerne les mesures pour agir relativement aux nouveaux enjeux liés aux défis découlant de la proximité par rapport à la frontière internationale, l'aide pour les jeunes, les partenariats avec la GRC, les Premières nations et les acteurs concernés, de même que la sécurité routière.

WHITEHORSE, DÉCEMBRE 2016

En décembre, le Conseil s'est réuni à Whitehorse et a invité plusieurs parties, en plus de tenir une réunion générale.

Le Conseil a rencontré des membres de la Direction de la condition féminine pour discuter de la question des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées ainsi que de l'enquête nationale qui a été déclenchée à ce propos.

Le Conseil a également eu l'occasion de rencontrer la gestionnaire des Services de soutien intégrés pour les jeunes yukonnais (SSIJY), qui fait partie du ministère de la Santé et des Affaires sociales. Les SSIJY sont un guichet unique de prestation de services établi à Whitehorse. Les jeunes peuvent accéder à divers services d'aide et services gouvernementaux à un même endroit, en plus de pouvoir y obtenir de l'aide pour répondre à une multitude de besoins. Les heures d'ouverture des SSIJY diffèrent des heures habituelles des services gouvernementaux : du mardi au samedi de 14 h à 22 h. Parmi les difficultés les plus graves que rencontrent les jeunes qui font appel aux SSIJY figurent des problèmes de santé mentale, l'absence de logement, les démêlés avec la justice, la stabilité financière et la stabilité de l'emploi.

Par ailleurs, les membres du Conseil ont eu l'occasion de rencontrer la ministre de la Justice du Yukon, Tracy-Anne McPhee, qui a récemment été nommée à cette fonction. Le Conseil a ainsi obtenu quelques observations concernant le processus pour les recommandations de priorités et a appris de la ministre comment elle entrevoit sa relation avec le Conseil pour les années à venir.

Dans un même ordre d'idées, le nouveau commandant divisionnaire de la Division « M », le surintendant principal Scott Sheppard, et le surintendant Brian Jones ont rencontré le Conseil pour parler des réalités auxquelles sont confrontées les forces de l'ordre au Yukon. Le surintendant principal Sheppard a fait valoir que les besoins au Yukon sont tout à fait

particuliers et que chaque ville, village ou localité du territoire a également ses propres besoins auxquels doit répondre la GRC. Il a discuté des priorités actuelles, qui sont, a-t-il précisé, les bonnes priorités, des priorités adaptées à la période actuelle, et qui devraient rester les bonnes priorités pour l'année à venir. La relation de complémentarité entre les priorités du Yukon et les stratégies nationales qui guident le travail de la GRC à l'échelle du pays ressort clairement entre ces deux aspects.

Le point de mire de la Division « M » pour l'ensemble du territoire demeure la toxicomanie et la consommation d'alcool et de drogues, la criminalité chez les jeunes, les crimes contre les biens, la violence et l'exploitation sexuelle, les inquiétudes entourant la circulation et la collaboration avec les Premières nations. Le surintendant principal Sheppard a expliqué que le renforcement, en cours, des relations entre la GRC et les Premières nations doit rester un axe à privilégier dans la suite des choses. Les savoirs des citoyens, des Premières nations et des différents acteurs aident la GRC à mettre en place un dispositif policier qui permette d'assurer la sécurité de tous les Yukonnais.

Les présentations et les discussions lors de cette réunion ont permis de donner corps à l'ensemble des priorités qui ont été recommandées par le Conseil et de persuader ce dernier que, d'une part, elles sont toujours d'actualité et que, d'autre part, elles sont représentatives des besoins du Yukon en matière de services policiers.

WHITEHORSE, FÉVRIER 2017

En février, le Conseil s'est réuni pour mettre la dernière main aux recommandations de priorités qui seraient présentées à la ministre de la Justice. Étant donné que le processus est intense et qu'il s'agit du point culminant du travail qui a été accompli au cours de l'année, cette réunion a porté uniquement sur la formulation des recommandations.

Le Conseil a travaillé avec un intermédiaire pour réunir et organiser les commentaires obtenus lors de ses rencontres et dans le cadre des consultations publiques. Cette réunion a été très fructueuse, et le Conseil a formulé six priorités policières – très semblables à celles des années précédentes – mais certains éléments importants soulevés au cours de l'année y ont été intégrés. Ces priorités ont été présentées dans une lettre remise à la ministre de la Justice en mars 2017.

PRIX DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Deux membres du Conseil des services policiers du Yukon ont une nouvelle fois fait partie du processus de sélection pour le Prix de la sécurité publique du ministère de la Justice. Il s'agit de Lisa Anderson et de Rob Schneider, qui ont travaillé avec le sous-ministre adjoint de la Justice communautaire et de la Sécurité publique, Al Lucier, et le surintendant de la Division « M » (GRC) Brian Jones pour examiner les candidatures et souligner le travail qu'accomplissent des Yukonnais pour faire du Yukon un endroit plus sûr. Pour consulter la liste de tous les lauréats du Prix de la sécurité publique de 2017, visitez le site www.justice.gov.yk.ca/fr/prog/cjps/CommunitySafetyAwards.html.

LES PRIORITÉS POLICIÈRES DU YUKON POUR 2016-2017

AMÉLIORER LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION, LES ENQUÊTES ET LES MESURES D'APPLICATION LIÉES À LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES.

- L'équipe d'intervention spécialisée de la GRC poursuit ses activités de soutien, fournit des conseils et mène des enquêtes sur les cas de violence conjugale et d'agression sexuelle.
- Renforcer la coordination des interventions avec d'autres organismes dans les cas d'agression sexuelle.
- Poursuivre activement les enquêtes sur les cas non résolus ayant trait à la disparition ou au meurtre de femmes autochtones.
- Soutenir les efforts visant à renforcer la coordination et les relations avec les organisations féminines dans le cadre d'initiatives comme les protocoles « Veillons ensemble à la sécurité » et « Together for Justice » et en faire un levier de promotion à titre de pratiques exemplaires à l'échelle nationale.

RÉAGIR EN AMONT FACE AUX NOUVEAUX PROBLÈMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET AUX TENDANCES QUI SE DESSINENT EN MATIÈRE D'ACTIVITÉS CRIMINELLES.

- Concentrer la lutte antidrogue à tous les échelons du trafic de stupéfiants.
- Soutenir les activités de lutte contre le trafic de drogues et le commerce clandestin d'alcool dans le cadre de partenariats avec d'autres organismes, comme le Bureau de la sécurité des collectivités et des quartiers et la Société des alcools du Yukon. Prendre des mesures face aux nouvelles tendances en matière de criminalité (ex. augmentation des infractions contre les biens) par un travail de police en amont et fondé sur le renseignement.

CONTINUER D'AMÉLIORER LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES GROUPES VULNÉRABLES DANS LES COLLECTIVITÉS.

- Les services policiers collaborent activement aux efforts de coordination auprès des groupes vulnérables, y compris les personnes souffrant de troubles mentaux.
- Améliorer les moyens mis à la disposition des agents de première ligne pour intervenir efficacement auprès des personnes vulnérables grâce à une formation pertinente.

NOUER DES LIENS AVEC LES ENFANTS ET LES JEUNES (Y COMPRIS CEUX À RISQUE) ET LEUR APPORTER UN SOUTIEN.

- Définir et mettre en place des dispositions visant à instaurer un climat de confiance et à resserrer les liens avec les jeunes.
- En tant que partenaire, la GRC participe aux activités du groupe de travail interorganismes visant à prévenir les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes.

- La GRC continue d'approfondir ses connaissances et de renforcer ses moyens d'action pour mener des enquêtes de fond sur les cas de cyberharcèlement et d'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes sur Internet.

FAVORISER L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS SOLIDES AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES ORGANISMES PARTENAIRES.

- Accroître la visibilité de la GRC du Yukon et la rendre accessible au public.
- Établir et entretenir des liens solides avec les responsables communautaires au Yukon.
- Continuer de favoriser la communication avec la GRC du Yukon, à l'échelle locale et dans la division, et faire des échanges avec les responsables communautaires et les citoyens une priorité pour tous les détachements.
- Mettre systématiquement en place un processus d'orientation des nouveaux policiers à l'échelle locale, basé sur une étroite coordination avec les Premières nations, les responsables communautaires, les ONG et les différents acteurs concernés.
- Faire des efforts pour recruter des agents de police qui pourront bien s'intégrer dans chaque collectivité.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET MIEUX FAIRE RESPECTER LES RÈGLES DE SÉCURITÉ SUR LA ROUTE.

- En collaboration avec des organismes partenaires, intensifier les efforts de sensibilisation du public en vue de réduire la fréquence des cas de conduite avec facultés affaiblies.
- Renforcer la sécurité routière par des mesures de répression des infractions routières, en particulier celles qui présentent un risque élevé pour les autres usagers de la route (automobilistes, enfants, piétons, cyclistes, etc.).
- Accroître la sécurité et réduire les accidents dans les zones à risque élevé, notamment aux abords des écoles, aux carrefours très fréquentés et sur les ponts étroits.

De gauche à droite :

La ministre de la Justice et procureure générale du Yukon, Tracy-Anne McPhee, les membres du Conseil Pat Daws, Doris McLean, Michael Riseborough et Elodie Dulac, la coordonnatrice à la sécurité communautaire, Samantha McCormack et le sous-ministre adjoint de la Justice communautaire et de la Sécurité publique du Yukon, Allan Lucier.



SITE WEB ET ADRESSE ÉLECTRONIQUE

Le Conseil des services policiers du Yukon a une adresse de courriel et dispose d'un site Web, où il est possible de consulter les ordres du jour et les procès-verbaux des réunions, les rapports annuels électroniques ainsi que les notices biographiques des membres : www.yukonpolicecouncil.ca.

REGARD SUR L'AVENIR

Le Conseil reconnaît qu'il est important de rencontrer les personnes qui vivent dans les régions rurales du Yukon et il s'est engagé à effectuer une tournée dans plusieurs villes, villages ou localités au cours de l'exercice 2017-2018. Le Conseil a l'intention de se rendre dans trois localités et d'y rencontrer les Premières nations, la GRC, les acteurs concernés et les résidents.

En ce qui concerne Whitehorse, le Conseil cherche à planifier une séance de mobilisation des intervenants de plus grande envergure, une séance à l'image du dialogue sur les services policiers qui a eu lieu en 2014. Cette réunion est prévue pour la fin du mois de novembre, et le Conseil entamera ensuite l'élaboration des recommandations à l'intention de la ministre pour les priorités en matière de services policiers pour 2018-2019.

Le Conseil publiera bientôt un rapport couvrant une période de cinq ans qui décrira tout le travail qu'il a accompli depuis 2012. Ce document comprendra une chronologie des réunions ainsi que des faits moins connus sur le Conseil.

DONNEZ-NOUS VOTRE AVIS

Le Conseil intensifiera ses efforts en matière de communication en 2017-2018 dans le but de mieux se faire connaître et d'obtenir davantage de commentaires de la part des citoyens. La participation de tous les Yukonnais est nécessaire pour s'assurer que les recommandations qui sont présentées sont véritablement représentatives des besoins au Yukon.

Le Conseil est heureux de recevoir des commentaires concernant les priorités en matière de services policiers à tout moment de l'année. Il est possible de contacter le Conseil par messagerie électronique, par téléphone et par courrier.

